

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Acheteur

Ministère des Armées

Représentant de l'acheteur (RA)

Le directeur du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Opération

VLL_EH | AMOE-Constructions des nouvelles installations de l'EH PARISIS sur la BA107 de Villacoublay (78)

Objet du marché

Mission d'Assistance à la Maîtrise d'Œuvre

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 – Contexte de la prestation	4
1.2 – Objectif de la prestation	4
1.3 - Intervenants et forme des notifications	4
1-5. Point de départ du délai d'exécution et durée du marché.....	7
1-6. Passation des commandes	7
1-7. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques	7
1-8 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	8
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	15
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	16
3-1. Tranche(s) optionnelle(s)	16
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes	16
3-3. Variation dans les prix.....	17
3-4. Paiement direct des sous-traitants	19
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	19
4-1. Définition des points de départ et des délais.....	19
4.2Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	21
4-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations	22
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	22
5-1. Retenue de garantie.....	22
5-2. Avances	22
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....	23
7-1. Conditions d'exécution.....	23
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	23
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	24
8-1. Admission	24
8-2. Garantie des prestations	25
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	25
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	25
9-2. Résiliation	25

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	26
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Dans tout ce document, le CCAG fait référence au CCAG-PI

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Contexte de la prestation

L'opération consiste à la construction des nouvelles infrastructures utilisées par l'escadron EH PARISIS sur la Base Aérienne 107 de Villacoublay.

L'opération prévoit, entre autres, la construction de bâtiments de bureaux, de hangars de maintenance, stockage et stationnement et la construction de nouvelles aires aéronautiques.

1.2 – Objectif de la prestation

Les prestations attendues concernent une mission d'assistance à la maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'opération présentée précédemment.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

SNIA,
82 rue des Pyrénées
75020 Paris

Des visites peuvent avoir lieu sur le lieu des futurs travaux sur la Base Aérienne 107 de Villacoublay (78).

Les prestations sont alloties et déclinées de la manière suivante :

Lot 1 : AMOE Structure

Lot 2 : AMOE Thermique

1.3 - Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le directeur d'opération ou le conducteur d'opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communication de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
2. Le conducteur d'opération, l'assistant opération ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 26 du CCAG).

En cas de modification des interlocuteurs au cours de l'exécution du marché, le titulaire en sera informé par courriel.

1-3.2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par les départements Bâtiments (BAT) et Infrastructures Aéronautiques (INFRA) du SNIA.

La fonction de maîtrise d'œuvre comprend :

- La conception du projet (ESQ, APS, APD, PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les opérateurs économiques (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait achèvement » (AOR) ;

1-3.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R2193-3 à -4 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-9.3. ci-après.

À cet effet, le titulaire pourra utiliser le formulaire d'acte de sous-traitance du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire fourni dans le DCE

Si le sous-traitant bénéficie du paiement direct, il joint dans son dossier de demande d'agrément un K-bis, un RIB et le pouvoir du signataire du modèle d'acte de sous-traitance du Service National d'Ingénierie Aéroportuaire

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont accompagnées des éléments suivants :

- une liste de prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années par les sous-traitants.
Et si disponible : les attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants (ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin),
- de l'indication des titres d'études et professionnels des sous-traitants et d'une déclaration indiquant les effectifs et moyens annuels des sous-traitants et l'importance du personnel de l'encadrement, pour chacune des 3 dernières années,

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont envoyées au Représentant de l'acheteur, une copie étant mise au maître d'œuvre

Le délai de 21 jours évoqué à l'article R2193-4 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics démarre à compter de la réception par le représentant de l'acheteur d'une demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement complète.

Toute demande incomplète ne pourra faire l'objet d'une acceptation tacite de la part du représentant de l'acheteur.

1-3.4. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

En cas d'indisponibilité de la plateforme PLACE, ou en cas de besoin, les notifications pourront être réalisées par voie postale en recommandé avec accusé de réception, ou par remise en main propre contre récépissé, conformément au CCAG.

1-5. Point de départ du délai d'exécution et durée du marché

Les stipulations du CCAG sont applicables.

La durée du marché est fixée dans l'acte d'engagement à l'article 3.

Les délais d'exécution sont fixés dans l'article 4.1 du présent CCAP.

1-6. Passation des commandes

Sans objet.

1-7. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le marché est alloti, la consultation porte sur **2 lots** désignés ci-après :

Désignation des lots	
Lot 1	AMOE Structure
Lot 2	AMOE Thermique

Chaque lot est décomposé en élément de mission qui sont considérés comme **des parties techniques** :

- **APS** : Etude d'Avant-Projet Sommaire
- **APD** : Etude d'Avant-Projet Définitif
- **PRO** : Etude de projet
- **ACT** : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- **DET/VISA** : Direction de l'Exécution des Travaux et VISA
- **AOR GPA** : Assistance lors des opération de Réception et pendant la Garantie de Parfait Achèvement

1-8 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-8.1 Obligation de non-divulgation

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance ou la non-application de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-2.4 du CCAP.

Le titulaire est tenu de respecter le caractère sensible de l'ensemble des informations qui lui sont communiquées ou dont il aura connaissance, même de manière fortuite, dans le cadre de ce marché.

Sont considérées comme des Informations sensibles (ci-après dénommées les "Informations sensibles"), sans que cette énonciation soit limitative, la totalité des Informations, documents, dossiers, analyses, quel qu'en soit le support et le mode de diffusion (verbal, écrit ou informatique notamment), concernant les activités, les éléments de savoir-faire, les données économiques, techniques, financières, juridiques, fiscales, commerciales ou stratégiques, les états financiers et leurs annexes et documents préparatoires ou explicatifs, les budgets et autres éléments prévisionnels ainsi que les hypothèses ayant servi à les préparer, les analyses et démarches stratégiques, communiquées par le SNIA dans le cadre de ce marché. Les Informations sensibles ne peuvent être utilisées par le titulaire que pour la réalisation des prestations du présent marché. Le titulaire s'interdit de divulguer, de transmettre ou d'utiliser, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, toute Information sensible, pour d'autres fins.

Le titulaire répond du respect de cette obligation par son personnel, ses conseils, ses fournisseurs, ses sous-traitants et plus généralement toute autre personne, physique ou morale, qu'il pourrait spécialement mandater à l'effet de prendre connaissance des Informations sensibles pour l'élaboration de sa réponse.

Le titulaire doit sans délai avertir le SNIA de tout incident pouvant laisser présumer l'existence d'une violation du présent accord de non-divulgaration.

1-8.2 Mesures de sécurité

Si la réalisation des prestations nécessite une présence dans les locaux du représentant de l'acheteur le prestataire devra respecter les mesures de sécurité suivantes :

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense. Le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations des articles 5.1 et 5.3 du CCAG-PI.

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Si la réalisation des prestations nécessite une présence dans les locaux du représentant de l'acheteur, le prestataire devra respecter les mesures de sécurité prévues dans le plan de prévention de la BA107, précisées ci-dessous :

A. Accès sur Base

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le délai d'obtention d'accès sur base est de 15 jours pour un individu, à partir de la date du dépôt de la demande recevable auprès du bureau sécurité base (BSB).

Les entreprises (titulaires, sous-traitants, sociétés d'intérim, etc...) font parvenir une demande de contrôle élémentaire pour chaque personne susceptible d'accéder sur la BA 107.

Cette demande, obligatoirement dactylographiée, est à remettre ou à envoyer par courrier, mail ou en mains propres à la Mission Grands Projets Défense.

Les fournisseurs, livreurs devant accéder aux aires aéronautiques, devront être accompagnés par les personnes désignées lors de l'établissement de l'ouverture de chantier (deux personnes au maximum par société, titulaires et sous-traitants, en possession d'un badge signé) qui seront joignables en permanence par un téléphone portable de chantier. En principe la zone d'installation de chantier étant indépendante, les livraisons se feront sous la responsabilité de l'entreprise mandataire.

Les horaires d'accès et de travail sur la base aérienne 107 sont :

- du lundi au jeudi inclus : 8 H 15 à 17 H 15,
- le vendredi : 8 H 00 à 15 H 15

En cas de dépassement de l'horaire normal et pendant les jours et périodes de fermeture de la Base, le chantier étant situé en zone opérationnelle, la demande d'autorisation d'accès devra être formulée et justifiée lors de l'établissement des fiches d'accès de chantier.

Toute perte du badge doit être immédiatement déclarée. Le renouvellement du badge n'est pas systématique.

Toute fraude par prêt de carte entraîne le renvoi immédiat du chantier de la personne trouvée en possession d'un badge non établi à son nom ainsi que le véritable titulaire.

B. Circulation sur Base

Aucun véhicule ne peut pénétrer sans autorisation accordée par le BSB et une assurance comportant l'usage "Affaires" est exigée.

Il est prescrit de respecter le Code de la Route et les consignes particulières édictées par la Base.

Il est interdit de circuler :

- avec des véhicules qui ne sont pas en état et en règle avec le Code de la Route,
- à une vitesse supérieure à celle prescrite par les panneaux de réglementation.

La vitesse sur base est limitée à 50 km/heure.

Il est interdit :

- de ravitailler en combustible les moteurs en marche ou chauds (groupe électrogène, compresseurs, etc...),
- d'encombrer les routes et voies d'accès, soit pendant le stationnement soit à l'occasion d'un déchargement de matériaux. Il faut éviter qu'un véhicule en stationnement entrave le libre écoulement des eaux dans les caniveaux et égouts,
- de stationner devant les bornes de distribution d'eau incendie et les postes de transformation électrique ainsi que tout autre endroit signalé dans la base et ses annexes comme devant rester dégagé.

Toute personne est tenue de ralentir suffisamment avant de franchir les carrefours et s'arrêter immédiatement à toute injonction d'un responsable de la base.

En règle générale, les véhicules doivent stationner à l'extérieur des emprises des unités de la base.

Un état des lieux contradictoire des voies de circulation empruntées par les véhicules et engins de chantier sera réalisé en préalable à toute intervention.

Si des dégâts sont occasionnés aux itinéraires empruntés par les véhicules de transport, le responsable de l'entreprise est convoqué sur les lieux pour constater ces dégâts et un inventaire contradictoire est

établi ; si l'entreprise ne répond pas à cette convocation, l'inventaire établi par le RA est réputé contradictoire. L'entreprise est alors mise en demeure de réparer ces dégâts à ses frais ; en cas de défaillance, les réparations sont assurées par l'entreprise et leur montant est prélevé sur les sommes dues à l'entreprise au titre du marché.

L'entreprise prend toutes les dispositions pour éviter toute chute de matériaux sur la voie publique et effectue, en permanence, les nettoyages nécessaires, les dépenses correspondantes étant entièrement à sa charge.

Tout ouvrier d'entreprise trouvé dans un lieu ne correspondant pas à son chantier ni au trajet autorisé peut se voir définitivement refuser l'accès de la base.

C. Comportement sur Base

Boissons

Il est interdit d'introduire dans la base des boissons alcoolisées. Toute personne trouvée en état d'ébriété sur le chantier est immédiatement et définitivement renvoyée.

Nettoyage – Détritus

Il est interdit d'utiliser des produits toxiques ou dangereux pour les nettoyages, de laisser traîner les papiers, chiffons gras, détritiques divers. Ces derniers doivent être collectés dans des poubelles métalliques munies de couvercles. A défaut d'exécution de tout ou partie de ces opérations dans les conditions présentes, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, après mise en demeure verbale ou écrite par le maître d'œuvre, être enlevés d'office aux frais, risques et périls de l'entreprise.

Clôtures militaires

Il est interdit de les ouvrir ou de les franchir. Il est interdit de déposer du matériel le long de la clôture, d'en faire passer soit au-dessus, soit au-dessous, soit au travers, d'escalader et de détériorer cette clôture.

Obligation de discrétion

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution du présent marché.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître de l'ouvrage ou de la personne publique en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

En outre, l'attention du titulaire est attirée sur les règlements et prescriptions particulières de chaque base en ce qui concerne le contrôle des personnes, la circulation des véhicules et les heures de travail imposées.

1-8.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à

l'article 4-2.5 du présent CCAP.

1-9. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-9.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Représentant de l'Acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Représentant de l'Acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-9.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-9.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout

dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-9.5. Réalisation de prestations similaires

Sans Objet

1-9.6. Clauses sociales et environnementales

Les déplacements :

- Le titulaire s'applique à limiter les émissions de CO2 générées dans le cadre des déplacements

Les échanges numériques :

- Privilégier l'envoi des documents par des liens de téléchargement au lieu des pièces jointes
- Impressions de documents limitées au strict nécessaire et de préférence en noir et blanc et recto/verso, utilisation privilégiée d'encre végétale

1-9.1. Clause sociale

Sans Objet

1-9.2. Clause environnementale

Sans objet.

1-10. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur ou le maître d'œuvre, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité:

- **Pour chaque lot**, L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé, de préférence électroniquement, par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)

- **Pour chaque lot**, Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi **ainsi que ses annexes** ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Le titulaire s'engage à réaliser toutes les études, analyses et calculs nécessaires à l'aboutissement du projet, y compris en cas d'adaptations ou d'optimisations du projet demandées par le maître d'œuvre, dans la limite du cadre initial défini au marché et dans le cadre de modification non substantielle du projet. Ces ajustements sont réputés inclus dans le forfait convenu et ne pourront faire l'objet d'une facturation supplémentaire.

3-2.2. Nature des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire après la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera bimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande elle pourra être mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

Avant tout dépôt sur la plateforme « Chorus Pro », les projets de facture devront être transmis au conducteur d'opération pour qu'il puisse en valider le contenu et valider le service fait.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "Modèle de situation GEMME" qui sera transmis au titulaire à la notification du marché est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. La révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/>

- <http://www.insee.fr/>

3-3.4. Modalités de révision des prix

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \left(I_n / I_o \right)$$

avec : I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;
 I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

Les pénalités ne présentent aucun aspect libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

4-1. Définition des points de départ et des délais

Les délais sont donnés en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

De même, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire est redevable des pénalités à partir du 1er euro.

Les montants des pénalités définis par la suite sont exprimés hors TVA, quelle que soit la pénalité et le montant.

Dans le cas où plusieurs pénalités sont encourues, ces dernières se cumulent.

Les délais et pénalités s'entendent par jour calendaire, c'est-à-dire sans exclure les jours fériés, les dimanches et les samedis.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités journalières des parties techniques sont fixées dans le tableau ci-après :

Phase	Description de l'élément de mission	Délais	Point de départ	Pénalité
APS	Ensemble des livrables décrit au CCTP	Cf CCTP	Envoi de l'OS de démarrage de la prestation	200 € / jour
	Reprise des livrables après transmission des remarques du MOE ou de la COP	2 semaines	Transmission du tableau des remarques par la COP ou la MOE	100 € / jour
APD	Ensemble des livrables décrit au CCTP	Cf CCTP	Validation de l'élément de mission précédent (APS)	200 € / jour
	Reprise des livrables après transmission des remarques du MOE ou de la COP	2 semaines	Transmission du tableau des remarques par la COP ou la MOE	100 € / jour
PRO	Ensemble des livrables décrit au CCTP	Cf CCTP	Validation de l'élément de mission précédent (APD)	200 € / jour
	Reprise des livrables après transmission des remarques du MOE ou de la COP	2 semaines	Transmission du tableau des remarques par la COP ou la MOE	100 € / jour
DCE	Transmission des éléments nécessaires à la rédaction du CCTP TRX	Cf CCTP	Validation de l'élément de mission précédent (APD)	200 € / jour

	Reprise des livrables après transmission des remarques du MOE ou de la COP	2 semaines	Transmission du tableau des remarques par la COP ou la MOE	100 € / jour
ACT	Ensemble des prestations listées au CCTP	Cf CCTP	Transmission des enveloppes des entreprises	200 € / jour
	Réponse à une sollicitation ETP pendant la consultation et relayée par la MOE	3 jours	Transmission de la question par le MOE	100 €/jour
VISA/DET	Avis sur les documents d'exécution	10 jours	Transmission du document par l'entreprise	200 € /jour
	Comptes rendus de réunion et/ou un compte rendu de visite de chantier	1 semaine – Version minute le lendemain	Date de la réunion	150 € / jour
AOR/GPA	Notes de synthèse explicitant les résultats des essais, mesures et vérifications effectués par/avec l'entreprise	1 semaine	Demande du MOE ou Date de la réunion avec le MOE	250 € / jour
	Avis technique sur DOE	15 jours	Transmission du DOE par l'entreprise	200 € / jour
	Notes de synthèse explicitant les origines des désordres et les modalités pour y remédier	15 jours	Demande du MOE ou Date de la réunion avec le MOE	200 € / jour
	Avis sur les propositions techniques et financières présentées par les entreprises pour remédier aux désordres	1 semaine	Date de transmission des propositions	200 € / jour
	Rapport de vérifications de conformité des travaux venant en réparation des désordres	1 semaine	Demande du MOE	200 € / jour
	Assistance technique à la maîtrise d'œuvre durant la période du GPA (Garantie de parfait Achèvement du marché de travaux) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux.	1 semaine	Demande du MOE	200 € / jour
BIM	Mise à jour de la maquette BIM du MOE	2 semaines	Demande du MOE	100 €/jour

4.2 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-2.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-2.2. Absence à une réunion

Toute absence non justifiée à une réunion programmée fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de **500 €** par réunion.

4-2.3. Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de **1 000 €** par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du Représentant de l'Acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du Représentant de l'Acheteur, sans mise en demeure préalable.

4-2.4. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-8.1 du CCAP, le titulaire encourt

une pénalité forfaitaire de **1 000 €**.

4-2.5. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**.

4-3. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 20 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence dès le premier paiement. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Pour la réalisation des prestations, la salle de réunion du SNIA est mise à disposition du titulaire sous réserve de sa disponibilité et après demande de réservation auprès de l'assistant opération au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion souhaitée.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, pptx doc, docx xls, xlsx, sxw, sxc, odc, odp, odt, dwg.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-7 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Représentant de l'Acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-9.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4-1	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
	déroge à	
CCAP 4-1	l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 4-1	déroge à l'article	14 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes